

La criminalité financière organisée « CORRUPTION » : un obstacle à la réussite du nouveau modèle de développement au Maroc

BENNIS Laila

Enseignante chercheuse

École Nationale de Commerce et de Gestion de Kenitra

Université Ibn Tofail - Maroc

Laboratoire de Recherche en Sciences de Gestion des Organisations

lailabennis30@gmail.com

BOUNAR Amine

Doctorant

École Nationale de Commerce et de Gestion de Kenitra

Université Ibn Tofail - Maroc

Laboratoire de Recherche en Sciences de Gestion des Organisations

amine.bounar13@gmail.com

Résumé :**La criminalité financière organisée « CORRUPTION » : un obstacle à la réussite du nouveau modèle de développement au Maroc**

La corruption au Maroc selon l'organisation de coopération et de développement économique (OCDE) s'est accentuée depuis 2006 avec un score de 40 et un classement 86^{ème} places sur les 180 pays. L'exacerbation de ce fléau entrave la réussite du nouveau modèle de développement au Maroc. L'objectif de notre travail est de répondre à la question suivante : Comment s'assurer de l'efficacité, l'efficience et la pertinence de la politique de lutte contre la corruption au Maroc tout en garantissant un épanouissement social et économique de chaque citoyen et citoyenne en parfaite synergie avec la constitution 2011?

La méthodologie utilisée a été basée sur une exploitation des données secondaires notamment les rapports sur la corruption et le nouveau modèle de développement qui ont été publiés par des organismes nationaux et internationaux ainsi que l'exploration de la revue de littérature théorique et empirique

Tout en explorant des données secondaires, on déduit les résultats suivants :

- ❖ Le champ de la corruption est en vogue de s'étendre à l'ensemble des domaines de la chose publique.
- ❖ Le risque de la corruption entrave le développement socioéconomique au Maroc.

Mots Clés : Nouveau modèle de développement -Maroc –Corruption- Développement économique – Pauvreté

Abstract:**Organized financial crime "CORRUPTION": an obstacle to the success of the new development model in Morocco**

Corruption in Morocco, according to the Organization for Economic Cooperation and Development (OECD), has increased since 2006, with a score of 40 and a ranking of 86th out of 180 countries. The exacerbation of this scourge hinders the success of the new development model in Morocco. The objective of our work is to answer the following question: How to ensure the effectiveness, efficiency and

relevance of the anti-corruption policy in Morocco while ensuring the social and economic development of each citizen in perfect synergy with the Constitution 2011?

The methodology used was based on an exploitation of secondary data, notably the reports on corruption and the new development model that have been published by national and international organizations, as well as the exploration of theoretical and empirical literature reviews

While exploring secondary data, the following results are deduced:

- ❖ The field of corruption is in vogue to extend to all areas of public affairs.
- ❖ The risk of corruption hinders socio-economic development in Morocco.

Keywords : New development model -Morocco -Corruption- Economic development– Poverty

ملخص :

الجريمة المالية المنظمة "الفساد" عائقا امام نجاح النموذج التنموي الجديد بالمغرب.

حسب منظمة التعاون الاقتصادي والتنمية (OCDE) عرف الفساد في المغرب تزايدا مهما منذ 2006 حيث احتل المغرب المركز السادس و الثمانون (86) من اصل 180 دولة و بهذا يكون الانتشار القوي و السريع لهذه الظاهرة يشكل عائقا امام النجاح و الوصول الى اهداف النموذج التنموي الجديد بالمغرب.

يهدف هذا العمل الى الإجابة على السؤال التالي:

كيف يمكن تأمين نجاعة السياسة المتعلقة بمحاربة الفساد بالمغرب من اجل تحقيق انفتاح اقتصادي واجتماعي لجميع المواطنين في تناسق تام مع دستور 2011 ?

ان المنهجية المعتمدة تركز على استغلال جميع المعطيات وخصوصا التقارير الصادرة عن الأجهزة الوطنية و الدولية المتعلقة بالفساد و كذلك استكشاف و مراجعة الادبيات النظرية و التجريبية.

وبهذا نستنتج ما يلي:

- ان مجال الفساد أصبح رائجا ليشمل جميع مجالات الشأن العام
- كما ان مخاطر هذا الفساد تعيق التطور السوسيو اقتصادي بالمغرب

كلمات مفتاحية: نموذج تنموي جديد - المغرب - الفساد - التنمية الاقتصادية - الفقر

Introduction :

Depuis 1998, le Maroc a entamé une réforme visant la modernisation de l'administration publique par l'adoption d'un «pacte de bonne gestion» qui prenait la forme d'un appel solennel lancé à l'intention de tous les fonctionnaires et agents publics en vue de contribuer par leurs adhésions aux principes communs de bonne gestion et créer les conditions favorables à une mutation profonde de l'appareil administratif afin de faire résorber les causes de la corruption.

En outre, la réforme de la justice qui vise à responsabiliser et de développer l'éthique professionnelle autour d'un programme de modernisation et de moralisation du système judiciaire. A titre d'exemple, une réforme importante dans ce domaine est la création d'une instance de médiation, « Diwan al madalim » en 2001 ainsi que le renforcement de l'arsenal juridique qui se développe en même temps que le fléau de la corruption qui gangrène le développement socioéconomique des pays en l'occurrence le Maroc.

Lesdites mesures s'inscrivent dans un contexte marqué par la redéfinition des missions de l'administration telles que la déconcentration administrative, la concrétisation de la régionalisation avancée et la digitalisation de l'administration publique.

Enfin, la réussite du nouveau modèle de développement impose un climat sain dans l'administration publique en instaurant des règles rigoureuses de lutte contre tout ce qui freine l'avancement de la politique gouvernementale entre autre la corruption.

De ce fait, la lutte contre la corruption est considérée comme une priorité pour l'Etat afin de garantir une gestion efficace, efficiente et pertinente des deniers publics en se conformant à l'article 156 de la constitution.

L'objectif de cet article est d'apporter une réponse à la question suivante :
Comment s'assurer de l'efficacité, l'efficience et la pertinence de la politique de lutte contre la corruption au Maroc tout en garantissant un épanouissement social et économique de chaque citoyen en parfaite synergie avec la constitution 2011 ?

Pour répondre à cette problématique, on s'est intéressé à l'approche normative de l'efficacité puisqu'il s'avère indispensable d'atteindre les objectifs du nouveau modèle de développement par l'efficacité, l'efficience et la pertinence de la politique de lutte contre la corruption et le blanchiment de capitaux en réussissant la concrétisation du nouveau modèle de développement. L'exploration de la revue de la littérature et l'exploitation des données secondaires sont des techniques qui s'avèrent les plus idoines afin d'atteindre

l'objectif de cet article tout en présentant lors du traitement du premier axe les axes nouveau modèle de développement du Maroc, le deuxième axe retracera la corruption au Maroc et le troisième axe sera consacré aux résultats, discussions et perspectives.

L'approche méthodologique

La méthodologie utilisée a été basée sur une exploitation des données secondaires notamment des rapports qui ont été publiés par des organismes marocains tels qu'INPPC ainsi par l'organisme de coopération et de développement économique (OCDE) sur la corruption et le nouveau modèle de développement, ainsi que l'exploitation de la revue de littérature théorique et empirique afin de s'assurer que les risques de corruption au Maroc constituent la pierre angulaire de l'échec du nouveau modèle de développement économique et sociale au Maroc.

1. Les axes du nouveau modèle de développement du Maroc

Le modèle de développement est un nouvel essor qui a été initié par Sa Majesté le Roi Mohammed VI en se focalisant davantage sur la décentralisation et la déconcentration et ce suivant les apports de la constitution 2011 en matière de développement territorial. Ladite perspective est considérée comme un nouveau modèle de gouvernance territoriale qui permet à chaque région d'être indépendante dans la prise de ses décisions tout en se concentrant sur ses ressources humaines et financières afin de réaliser les objectifs escomptés afin de faire réussir la concrétisation du nouveau modèle de développement.

1.1. Le mandat de la commission spéciale du modèle de développement

Sa Majesté le Roi Mohammed VI a mis en place en novembre 2019, la commission spéciale sur le modèle de développement (CSMD) qui instaure un chantier de diagnostic et de projection pour détecter les failles qui entravent le développement socioéconomique.

Le mandat de la commission qui a pour vocation de dresser un état des lieux de la situation actuelle de développement du Royaume et de tracer les contours du Nouveau Modèle de Développement pour permettre au Maroc de progresser indéfectiblement tout en se réjouissant socialement et économiquement.

En corolaire, les membres de la commission ont adopté une démarche inédite pour dresser les axes du Nouveau Modèle de Développement : une démarche d'écoute, de consultation nationale de grande importance afin de détecter éléments qui entravent la prospérité des citoyens marocains et citoyennes marocaines.

En général, le travail de la CSMD est scrupuleusement intéressant dans la mesure où tous les marocains et toutes les marocaines en l'occurrence les familles qui vivent dans des circonstances invivables, précaires et morbides peuvent dire ce qu'elles sentent et mettent en exergue ce qui entravent leur épanouissement, leur dignité et leurs droits.

En effet, en se référant auxdites entraves la CSMD suggère un nouveau modèle de développement dont quatre principaux axes constituant la pierre angulaire du développement socioéconomique du Maroc.

1.2. Les axes de réussite du modèle de développement

Le nouveau modèle de développement retrace les quatre axes focaux pour que ledit modèle soit concrètement appliqué tels que :

- **Appareil administratif** : constitue l'épine dorsale de la réussite du nouveau modèle de développement afin que les citoyens marocains et les citoyennes marocaines puissent se réjouir indéfectiblement;
- **Le financement du Nouveau Modèle de Développement (NMD)** : Le NMD requiert la mobilisation de ressources financières conséquentes pour son amorçage et sa mise en œuvre et appelle à une stratégie de financement adéquate ;
- **Les Marocains du Monde** : Le NMD souligne la place de choix des Marocains résidant à l'étranger car ils apportent un atout au NMD afin que notre pays soit en perpétuelle croissance économique et sociale. En effet, le Maroc pourra également mettre également l'accent sur la mise en œuvre de politiques rénovées et convenables aux besoins et attentes de cette frange importante de la population marocain ;
- **Les partenariats internationaux du Maroc** : Le NMD consacre le choix irréversible de l'ouverture du Maroc sur son environnement régional et international, et son engagement continu pour défendre les causes multilatérales et apporter ses réponses aux défis globaux. Il contribue ainsi au rayonnement du Maroc en partant de la spécificité du Royaume et de ses constantes, notamment le respect de sa souveraineté et de son intégrité territoriale.

Pour réussir concrètement ce nouveau modèle de développement, il est fortement recommandé de contrecarrer le fléau de la corruption qui sera éclaircie lors du traitement du deuxième axe.

2. La corruption au Maroc :

2.1. Définition de la Corruption

Il n'existe pas de définition unique et largement acceptée de la corruption. Nonobstant, en ce qui concerne la corruption publique, une définition courante est "l'abus d'une fonction publique à des fins de gain privé " (Raffaella Barone, 2019 ; Donato Masciandaro, 2019 ; Friedrich G, 2019 ; Schneider, 2019) . Ainsi que les personnes qui ont un pouvoir usent et abusent afin de procurer des avantages pour lui-même, sa famille, ses amis ou des politiciens.

Donc, La corruption peut prendre d'autres formes, comme la vente de biens publics, les pots-de-vins dans les marchés publics et les détournements de fonds publics (Raffaella Barone, 2019 ; Donato Masciandaro, 2019 ; Friedrich G, 2019 ; Schneider, 2019).

La corruption est définie également selon l'article 248 du code pénal marocain, comme étant le fait par « toute personne de solliciter ou agréer des offres ou promesses, sollicite ou reçoit des dons, présents ou autres avantages pour accomplir ou s'abstenir d'accomplir un acte de sa fonction » (Code pénal marocain, 2011).

De ce fait, La corruption constitue un fléau qui entrave le développement socioéconomique du Maroc et elle présente un risque dans certains secteurs tels que l'énergie, le transport et la santé. En fait, une étude de l'OCDE sur la corruption a mis en évidence les principaux risques dans le secteur des industries extractives, qui recoupe en partie le secteur énergétique (OCDE, 2015). Il est aussi reconnu que tous les niveaux de l'intervention publique sont susceptibles d'être affectés par le risque de corruption dans le secteur énergétique, depuis la conception et la planification des politiques, jusqu'à la distribution des revenus en passant par l'octroi des agréments, la régulation et la supervision sectorielles, la participation commerciale et enfin le traitement fiscal.

En outre , la corruption a un impact négatif sur la croissance économique et la sphère sociale du Maroc, car des rentrées fiscales sont réduites d'une part et d'autre part le pouvoir d'achat des pauvres est en train de baisse indéfectible à cause de la hausse de prix des biens de première nécessité.

Christine Lagarde, l'ancienne directrice générale du Fonds monétaire international (FMI) et présidente actuelle de la banque centrale européenne, a déclaré le 8 décembre 2017 que "la corruption affaiblit la capacité de l'État à faire son travail et Elle rabote les recettes dont il a besoin et pervertit les décisions budgétaires, car les autorités peuvent être tentées de favoriser les projets qui rapportent des pots-de-vin au détriment de ceux qui créent de la valeur économique et sociale".

L'exploration des données secondaires permet aux auteurs de cet article d'extraire des données statistiques tout en exploitant des rapports qui ont été

publiés par des organismes nationaux et internationaux sur l'évolution du classement et du score du Maroc dans l'indice de perception de la corruption (IPC).

2.2. Données statistiques sur la corruption au Maroc

Le rapport annuel de l'Instance Nationale de la Probité de la Prévention et de la lutte contre la Corruption (INPPPLC) qui été publié solennellement en juillet 2020 sur la situation de la corruption au Maroc et l'étude approfondie de l'indice de perception de corruption en 2020, ainsi que le rapport de Transparency International sur l'Indice de Perception de la Corruption en 2020 montrent l'évolution de l'indice de l'indice de perception de la corruption depuis 2006 jusqu'à 2020 (Voir Tableau 1).

**Tableau n°1. Évolution de l'indice de perception de la corruption IPC :
Résultats pour le Maroc :**

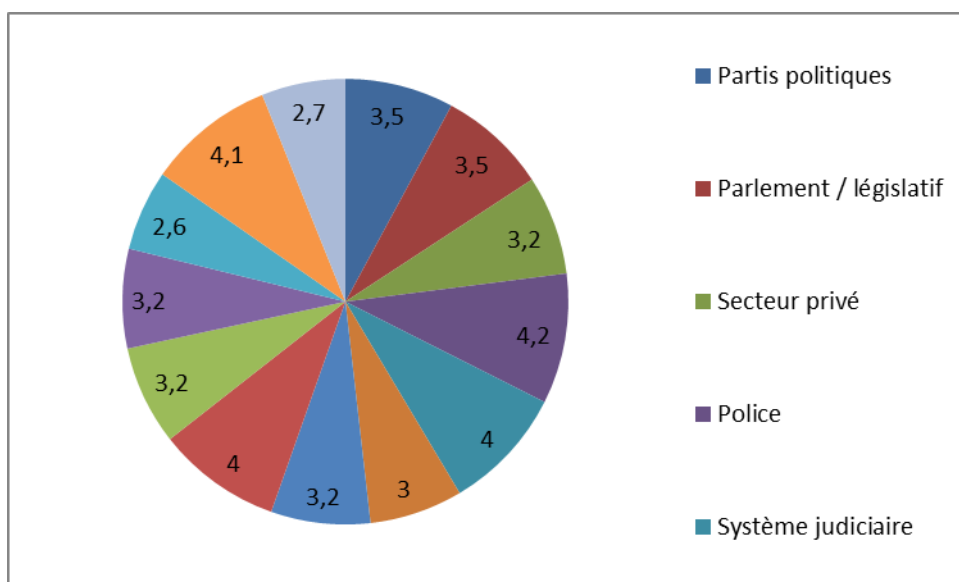
Maroc	Score	Classement	Nombre des pays
2006	32	79	163
2007	35	72	163
2008	38	65	163
2009	41	58	163
2010	44	51	163
2011	47	44	163
2012	50	37	163
2013	53	30	163
2014	56	23	163
2015	59	16	163
2016	62	9	163
2017	65	2	163
2018	68	-5	163
2019	71	-12	163
2020	40	86	180

Source : Rapport de l'Instance Nationale de la Probité de la Prévention et de la lutte contre la Corruption « INPPLC » sur la situation de la corruption au Maroc Étude approfondie de l'indice de perception de corruption en 2020 et Rapport de Transparency International sur l'Indice de Perception de la Corruption en 2020

Certes, le Maroc est classé en 86^{ème} rang mondial sur 180 pays (Tableau 1) ce qui signifie qu'il a mis en place des mesures efficaces afin de résorber la corruption qui entrave la réussite du nouveau modèle de développement, mais il reste beaucoup à faire tout en quadruplant les efforts afin d'éradiquer ce mal qui s'abstient à la réussite du nouveau modèle de développement (NMD).

En plus, la figure n°1 retrace les risques de corruption associés aux ménages qui réalisent une mission au sein d'un organisme public ou privé afin de rendre un service transparent et de bonne qualité à l'égard des citoyens marocains et citoyennes marocaines.

Figure n° 1 : La corruption au Maroc dans les secteurs selon les ménages



Source : Rapport du Baromètre mondial de la corruption, 2006

La corruption dans les secteurs est appréciée selon une échelle de 1 à 5. La note 1 signifiant totalement non affecté par la corruption et la note 5 extrêmement affecté par la corruption.

Sur cette base, les partis politiques et les parlementaires ont reçu la note de 3,5 tandis qu'une note égale ou supérieure à 4 a été attribuée à quatre secteurs : la police, la justice, les services de santé et les services publics et administratifs. Ainsi, ce sont des secteurs vitaux qui sont considérés les plus affectés par la corruption. Par conséquent, le Maroc a pris des mesures anti - corruption afin de prévenir l'utilisation de leurs secteurs d'activité à des fins de corruption, blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme.

2.4. Les risques de corruption au niveau de certains secteurs ministériels au Maroc

La corruption constitue un fléau qui entrave le développement socioéconomique du pays et elle présentant un risque dans certains secteurs tels de l'énergie, transport et la santé.

2.4.1. Les risques de corruption au niveau des secteurs de l'énergie, du transport et de la santé :

❖ Secteur de l'énergie ;

Une étude de l'OCDE sur la corruption a mis en évidence les principaux risques dans le secteur des industries extractives, qui recoupe en partie le secteur énergétique (OCDE, 2015). Il y est notamment reconnu que tous les niveaux de l'intervention publique dans le secteur énergétique sont susceptibles d'être affectés par le risque de corruption. Depuis la conception et la planification des politiques, jusqu'à la distribution des revenus en passant par l'octroi des agréments, la régulation et la supervision sectorielles, la participation commerciale et enfin le traitement fiscal. De ce fait, les principaux risques du secteur de l'énergie sont :

✓ Le rôle proéminent de la puissance publique : Le secteur est particulièrement affecté par un risque de corruption dite "politique", dans la mesure où l'obtention d'agréments et d'autorisations (pour l'exploration, la construction, la distribution, etc.), qui relève du pouvoir de l'administration, joue un rôle central et qu'une marge de discrétion laissée en ce domaine à l'administration peut conduire à d'éventuels abus ;

✓ Le poids des entreprises publiques ou semi-publiques : les avantages fiscaux accordés aux sociétés d'exploration, de production et

de raffinage, l'opacité du modèle de gestion constituent autant de risques supplémentaires en termes de corruption ;

✓ Le manque de transparence financière des entreprises impliquées, notamment la complexité des droits de propriété ou le manque de divulgation de leurs bénéficiaires effectifs et des différents flux financiers engagés, sont également des facteurs pouvant entraver la bonne conduite des affaires et facilitent les délits d'initiés ;

✓ L'asymétrie d'information accentue les risques de corruption. Ceci est notamment le cas lorsque des nouveaux projets qui s'appuient sur des nouvelles technologies sont introduits dans lesquels d'importantes sommes financières publiques sont impliquées. Et si certaines faiblesses de système ou de structure sont déjà existantes, cette asymétrie d'information risque d'être exploitée encore davantage au bénéfice de certains ;

✓ Les irrégularités dans les marchés publics : dans l'octroi des marchés concernant les « grands projets », la corruption introduit une distorsion de concurrence conduisant à réduire l'efficacité de la passation, en favorisant les entreprises corruptrices au détriment des entreprises soumissionnaires qui s'avèrent souvent les plus performantes.

✓ Les « tracasseries » administratives. D'autres formes de corruption intermédiaires potentielles doivent également être signalées, liées aux procédures douanières (importation d'équipements sophistiqués) ou encore aux formalités consulaires pour l'octroi de visas au personnel expatrié.

❖ Secteur des transports

Les infrastructures de transport se caractérisent par l'existence de monopoles "naturels", en raison de coûts fixes importants, ce qui entraîne de fortes barrières à l'entrée et des rentes de marché. En effet, la construction de réseaux routiers ou ferroviaires tout comme celle de ports nécessite un apport de capitaux substantiels, généralement de la part de gouvernements.

En plus, la forte intervention des pouvoirs publics, y compris en raison de la magnitude et de la complexité de ces projets entraîne un risque de détournements de fonds important et une multiplication potentielle des risques de corruption tout au long des projets et ce, quel que soit le mode de transport considéré.

En effet, l'impact de ces risques notamment sur la productivité est d'autant plus important que les montants en jeu sont élevés et incluent une part significative d'aides publiques. Cela induit des distorsions de concurrence, qui ont pour principaux effets l'augmentation des barrières à l'entrée et la diminution de la productivité sectorielle.

De ce fait, une étude de l'OCDE sur la corruption au niveau des secteurs a permis d'identifier de manière théorique à chaque phase du cycle de vie d'un projet les risques de corruption suivants (OCDE, 2015) :

- ✓ Planification, régulation et privatisation : la privatisation est un processus particulièrement exposé à l'interférence politique, et par là même aux risques de corruption et ce, d'autant plus que la vente des actifs concernés n'éteint pas nécessairement le monopole. Cela conduit à la formation de « champions nationaux », fortement subventionnés par le biais de ces ventes ;
- ✓ Passation et octroi des marchés publics : comme mentionné précédemment, une attention particulière doit être portée aux marchés publics, et cela s'applique pleinement au secteur des transports, en amont lors de la définition des besoins, pendant la phase d'appel d'offres mais aussi en aval en assurant un suivi efficace des réalisations, car c'est souvent à ce niveau que les risques de fraudes ont les plus courants. De manière générale, il existe un risque de "Gonflage" artificiel des prix et de partage de "plus-values" induites notamment en cas d'entente ou de collusion entre entreprises soumissionnaires.
- ✓ Prestation de services : la fragmentation du secteur et la présence de nombreux acteurs de petite taille, dont un certain nombre dans le secteur informel, les rend vulnérables à la « petite corruption » (par exemple vis-à-vis des agents de circulation). La prestation des services de transport routier, notamment « informels », donne ainsi lieu à des « paiements de facilitation », c'est-à-dire le versement de petites commissions à des agents publics afin d'obtenir un service auquel le demandeur peut légalement prétendre.

Les risques précités recoupent en grande partie ceux relevés par l'étude menée par Independent Corrupt Practices and Other Related Offences Commission (ICPC) en 2011 sur le phénomène de la corruption dans le

secteur du transport routier. En effet, comme précité auparavant, ce secteur, de par son caractère stratégique induit à des investissements colossaux qui appellent à une grande vigilance quant aux marchés publics y afférents.

❖ **Secteur de la santé :**

Le centre public de santé est un lieu ouvert à tous demandeurs de soins de santé et représente pour ceux qui sont exclus des autres structures de santé, le seul accès à des soins. Le secteur de la santé est l'un des domaines particulièrement vulnérables à la corruption. Les mêmes rapports susmentionnés ci-dessus exposent des risques de corruption associés au secteur de santé :

- La corruption dans la prestation des services médicaux (sous forme notamment de paiements informels) ;
- La corruption dans les achats de médicaments et de matériels médicaux (marchés publics, circuit informel, exploitant notamment l'exonération fiscale de fait dans les provinces du Sud) ;
- L'existence d'ententes abusives (généralement entre industriels et praticiens) ;
- La fraude et le détournement de médicaments et d'appareils médicaux.

En achevant cette sous partie, le risque de corruption par les entreprises du secteur du transport reste difficile à saisir, du fait notamment de la fragmentation qui le caractérise et de l'absence de données (notamment chiffrées) permettant d'en dresser une cartographie précise. Ceci apparaît nettement en ce qui concerne le segment du transport routier dont la multitude d'acteurs de petite taille et la forte présence de l'informel qui en perturbe l'organisation, rendent difficile une vision claire de ce segment ainsi que les phases d'identification et d'évaluation de projet sont critiques pour prévenir le risque de corruption.

Il est également nécessaire de définir un cadre strict pour identifier, suivre, évaluer et hiérarchiser les projets publics. Avant de mettre en exergue l'efficacité du dispositif anti-corruption, on se focalise sur l'élucidation de l'épanouissement socioéconomique.

2.5. L'épanouissement social et économique

L'épanouissement de l'homme dans les perspectives de la politique économique est considéré comme aspect de la politique de répartition. Il s'inscrit dans la logique du renforcement de la capacité des populations à s'insérer dans le processus de création des richesses, et à acquérir les aptitudes d'une autoprotection et autosatisfaction.

Il s'agit, en outre, de développer la base du capital humain de l'économie par la rentabilisation des ressources humaines et l'orientation de la politique de la population vers la création préalable d'une croissance économique à des taux suffisants et en se développant socialement.

Le terme développement désigne un large éventail de conceptions couvrant non seulement la croissance économique mais aussi les objectifs et les valeurs de type social, culturel et politique assignés par une société donnée et axés sur l'épanouissement de l'individu en tant que élément actif dans le circuit économique. En plus de ces impératifs de base (sociaux, politiques, économiques, culturels et éthiques), la notion du développement s'étend actuellement à l'humain, au durable, à la démocratie et aux droits de l'homme. Ce caractère évolutif de la notion de développement en fait un processus d'élargissement des possibilités de choix offertes aux individus en matière de bien-être.

La qualité de vie (vivre longtemps et en bonne santé), l'accessibilité aux ressources garantissant des conditions décentes de vie et le droit aux connaissances, au savoir et au savoir-faire ne constituent que les possibilités essentielles du développement. Une grande importance est de plus en plus octroyée aux possibilités de choix comme la liberté politique, économique et sociale et "l'opportunité de faire preuve de créativité et de productivité, de pouvoir vivre dans le respect de soi-même et dans le respect des droits de l'homme.

Donc, la corruption entrave le développement socioéconomique depuis l'antiquité ce qui oblige les décideurs publics de rendre effective de la politique anti-corruption qui garantit au Maroc la promotion perpétuelle du développement socioéconomique.

2.6. La connectivité entre la corruption, la lutte contre la corruption et le développement économique

Les fonds émanant des infractions préalables, dont la corruption, seront ensuite infiltrer dans le circuit authentique de l'économie tout en s'organisant afin de procéder à un montage financier frauduleux. Ce dernier a pour but d'une part, de blanchir les fonds des infractions principales plus spécifiquement la corruption et d'autre part ne pas attirer l'attention des personnes assujetties tels que les établissements de crédit, les autorités de supervision et de contrôle au Maroc et l'Autorité Nationale du Renseignement Financier "ANRF"¹ afin de réussir la mise en place du nouveau modèle développement.

¹ - L'Unité de Traitement du Renseignements Financiers, «UTRF » qui est devenue l'Autorité Nationale du Renseignement Financier "ANRF" d'après la promulgation solennelle de la nouvelle loi 12-18 qui

De ce fait, pour pallier au fléau de la corruption, le Maroc a pris des mesures telles que la mise en places des organismes qui se chargent de la lutte contre la corruption ainsi que l'élaboration des lois anti-blanchiment de capitaux et anti-corruption afin de lutter contre ces fléaux qui gangrènent le développement socioéconomique.

2.6. Efficacité de la politique de lutte contre la corruption :

L'efficacité de la politique de la corruption dépend d'une part de la mise en place des dispositifs anti-corruption, des lois qui contre le fléau de la corruption et l'implication des personnes qui se chargent de la concrétisation desdites lois pour faire résorber la corruption au Maroc.

Depuis 1998, le Maroc a entamé des réformes visant la modernisation de l'administration par l'adoption d'un « pacte de bonne gestion » qui prenait la forme d'un appel solennel lancé à l'intention de tous les fonctionnaires et agents publics en vue de contribuer par leur adhésion aux principes communs de bonne gestion et créer les conditions favorables à une mutation profonde de l'appareil administratif. De ce fait plusieurs initiatives ont ainsi été initiées dans le cadre de programmes nationaux, notamment :

- La signature en 2003 de la convention des Nations-Unies relative à la lutte contre la corruption et sa ratification en 2007. Cette convention a pour objet de promouvoir et renforcer les mesures visant à prévenir et à combattre la corruption de manière plus efficace; de faciliter et appuyer la coopération internationale et l'assistance technique aux fins de prévention de la corruption et de la lutte contre celle-ci, de promouvoir l'intégrité, la responsabilité et la bonne gestion des affaires publiques et des biens publics.
- La signature de la convention des Nations-Unies contre la criminalité transnationale organisée qui vise explicitement la corruption et le blanchiment du produit d'une infraction pénale.
- L'élaboration d'un plan national de prévention et de lutte contre la corruption en 2010 s'articulant autour de six axes suivants :
 - institution d'une relation transparente entre l'administration et ses usagers ;
 - consolidation des valeurs d'intégrité et de mérite au sein de l'administration ;
 - renforcement de contrôle interne dans les administrations publiques ;

modifie et complète la loi 43-05 relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux au Maroc.

- consolidation de la transparence dans la gestion financière et dans les marchés publics ;
 - poursuite de la réforme du système réglementaire ;
 - encouragement du partenariat et de la coopération entre les intervenants au niveau national et international
- La mise en place d'un plan national de prévention et de lutte contre la corruption. Ce plan prévoyait la mise en place d'une série de lois et de décrets portant entre autre sur les marchés publics, sur le blanchiment d'argent, la déclaration de patrimoine,

En outre, le Maroc a mis en place des entités dédiées à la lutte contre la corruption spécifiquement la prévention de la corruption dont l'instance nationale de la probité, de la prévention et de la lutte contre la Corruption (INPPLC). Cette dernière a signé le jeudi 28 novembre 2019 à Rabat une convention de coopération en matière de prévention et de lutte contre la corruption dans le secteur financier avec Bank Al-Maghrib, l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux et l'Autorité de Contrôle des Assurances et de la Prévoyance Sociale. Cette collaboration a pour finalité d'éradiquer ce mal qui entrave la réussite du nouveau modèle de développement tout en se transposant à la constitution marocaine de 2011 et atteignant les objectifs dudit nouveau modèle.

Au Maroc, où à n'importe quel autre pays, l'éradication de la corruption reste encore impossible et complexe. Toutefois, il est toujours possible de la réduire à des niveaux marginaux qui permettent d'affaiblir son impact sur l'économie.

Afin atténuer la gravité de ce fléau sur les secteurs ministériels, l'Instance centrale de prévention, de probité et de la lutte contre la corruption va rendre tout le monde conscient de la criminalité de cet acte qui sera sévèrement puni par la loi.

De ce fait, l'efficacité de la politique de lutte contre la corruption nécessite une stratégie de veille et de contrôle des actes de la corruption par le biais de la mise en place des systèmes de contrôle et d'audit efficaces, chargés de l'examen des différentes données des marchés publics (Appels d'Offres), leur mode de passation, et le degré de respect des principes généraux relatifs à la transparence dans la gestion des affaires publiques, la garantie d'une grande intégrité et d'égalité entre les entreprises soumissionnaires afin de s'assurer de la protection et de la préservation de l'argent public.

En plus, l'AMRF a participé également durant les années 2016-2017 aux différentes phases d'élaboration de la stratégie nationale de lutte contre la corruption pour faire réussir l'épanouissement socio-économique au Maroc.

3. Résultats, discussions et perspectives.

3.1. Résultats

L'exploitation desdits rapports et articles nous ont été amenés à déduire les résultats suivants :

- ❖ Existence d'organismes anti-corruption ;
- ❖ Existence des risques de corruption dans le secteur de l'énergie, de transport et de la santé ;
- ❖ Risques de corruption entravent le développement socioéconomique du Maroc ;
- ❖ Insuffisance de circulation rapide d'informations entre les organismes publics et les banques commerciales ;
- ❖ Insuffisance dans la concrétisation du dispositif anti-corruption ;
- ❖ Mise en place du dispositif de contrôle interne par tous les organismes publics ;
- ❖ Les intérêts personnels font obstacle à l'éradication de fléau de la corruption qui entrave la réussite du nouveau modèle de développement ;
- ❖ Réduction de l'efficacité de dépenses publiques ;
- ❖ Gaspillage des deniers public ;
- ❖ Biaisement des décisions d'investissement public en faveur de certains secteurs ou types de dépenses au détriment d'autres. Les dépenses qui exigent la passation de marchés publics sont notamment plus propices à la recherche de rente.

3.2. Discussion

Les rapports qui ont été publiés par l'OCDE sur la corruption nous ont prouvé avec une certitude présumée que la corruption des secteurs ministériels tels que le secteur énergétique, transport et de santé constituant une réalité au Maroc. Lesdits risques gangrénant le développement économique de notre pays et présentant des effets délétères sur les citoyens marocains.

De ce fait, le Maroc a mis en place un organisme qui se charge de la lutte contre la corruption tel que l'INPPC qui analyse les risques de corruption associés aux secteurs ministériels et effectue des missions d'investigation et de contrôle pour détecter les risques de corruption dans les organismes publics ou dès lors la passation des marchés publics.

Afin de réussir le nouveau modèle de développement au Maroc et s'épanouissant économiquement et socialement, il s'avère indispensable de lutter contre la corruption, de résorber le chômage, la pauvreté et la dispersion

économique, sociale et spatiale des douze régions conformément à la constitution de 2011. Donc, pour se faire, il sera préférable de s'assurer :

- ❖ Efficience : la mise en place des instances tels que INPPLC qui se charge, du contrôle, de lutte contre la corruption tout en détectant les failles qui entravent l'accomplissement de leur mission ;
- ❖ Efficacité : Atténuer la gravité de la corruption qui pèse lourdement sur le dos de la population marocaine ;
- ❖ Pertinence : Réussir la concrétisation du nouveau modèle de développement et se conformer aux objectifs escomptés (éradiquer la pauvreté tout en se développant économiquement).

3.3 .perspectives d'une politique efficace de lutte contre la corruption :

L'INPPLC qui se charge de la lutte contre la corruption a pour vocation de sensibilisation afin que tout le monde soit conscient des retombées sociales et économiques de ce fléau qui est considéré comme un acte criminel sévèrement puni par la loi.

Pour atténuer l'intensité de la corruption au Maroc, il sera préférable pour :

- **L'INPPLC de :**
 - Contrôler des actes de la corruption par le biais de la mise en place des systèmes de contrôle et d'audit efficaces ;
 - Sensibiliser la société civile sur la gravité de la corruption et de leur droit vis –à –vis des organismes publics.
- **Les banques commerciales de :**
 - Surveiller minutieusement les comptes des Personnes Politiquement Exposées (PPE) et mettre en place des techniques sophistiquées afin de connaître les personnes politiquement exposées (PPE) lors de l'entretien Know your customer (KYC)
 - Rendre rapide la circulation de l'information entre les banques et les administrations publiques afin de détecter les PPE lors de l'ouverture de compte ;
 - Disposer d'une liste des PPE nationaux et internationaux et des personnes exposées aux risques de blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme ;
 - Disposer d'un registre national et international des personnes morales.
- **La société civile :**

- Il faut que chaque citoyen marocain et citoyenne marocaine ne donnent pas de pot de vin afin d'obtenir ce qui est de leur droit (Constitution 2011) ;
- Il faut qu'ils contrôlent le travail de la commune lors de passation des marchés publics dans leurs arrondissements ;
- Il faut qu'ils contrôlent l'efficacité des marchés publics (droit à la pétition qui est octroyée par la constitution 2011).

Conclusion

Actuellement, tous les acteurs institutionnels sont censés jouer un rôle important dans la lutte contre la corruption au Maroc : Parlement, Exécutif, Autorité judiciaire, Médiateur, Cour des comptes, INPPC, Bank Al Maghrib (BAM), UTRF, Médias, Partis politiques et Entreprises.

Néanmoins, malgré un bon nombre d'acquis tels que la nouvelle constitution, la loi sur la protection des témoins, la création de l'instance centrale de prévention de la corruption nous avons constaté une amplification du phénomène de la corruption, le champ de la corruption est en vogue de s'étendre à l'ensemble des domaines de la chose publique.

Donc, le gouvernement actuel devra jouer un rôle primordial pour faire réussir la politique de lutte contre la corruption afin de réussir l'application du nouveau modèle de développement.

Bibliographie :

Articles :

- Akesbi A., (2009). « La corruption endémique au Maroc », Critique Économique, 24(1), 113-132.
- Béatrice, H., Tozy, M. (2009), « La lutte contre la corruption au Maroc ; vers une pluralisation des modes de gouvernement », Droit et Société, 2(72) , 339 à-357.
- Permit, A. Jafarinejad, M. & Balani, H. (2021). The impact of the Fourth Anti-Money Laundering Directive on the valuation of EU banks. Research in International Business and Finance, (57), 1-15.

- Masadeh ,W.M. & Al Hassan ,A.T. (2016). The Impact of Jordanian anti-money laundering laws on banks. *Journal of Money Laundering Control* I, 19(1), 70 – 78.
- Brigitte, U. & Johan d. H. (2012). Water always finds its way: Identifying new forms of money laundering. *Crime, Law and Social Change*, 57(3), 287-304.
- Denis, A. H.(2020). Comportement de corruption et accès au centre public de soins de santé au Bénin. *Revue Marocaine d'Économie*, (3), 5 - 10.
- Dionysios , S.D. (2018). Fighting money laundering with technology: A case study of Bank X in the UK. *Journal Decision Support Systems*, 105(1), 96–107.
- Eugene, E. M. (2019), Money laundering control in Tanzania: Did the bank gatekeepers fail to discharge their obligations?, *Journal of Money Laundering Control*, 22(4), 796-835.
- Éric ,R.,(2002). Mondialisation et droit pénal économique DÉFINITION DES DÉLITS ÉCONOMIQUES INTERNATIONAUX. RÈGLES DE FOND ET POURSUITES. *Revue internationale de droit économique*, cairn .info, 513 - 522 .
- Erin Lawlor-Forsyth,M. & Michelle, G. (2018). Financial institutions and money laundering: A threatening relationship. *Journal of Banking Regulation*,19(2),131-148.
- Edgardo ,B.(2004). Legal and Economic Factors Determining Success and Failure in the Fight against Organized Crime: An Empirical Assessment of the Palermo Convention. *SSRN Electronic Journal*, 1-25.
- Frédéric C.(2016). Financement du terrorisme et blanchiment de capitaux : liaisons dangereuses ou manipulations d'État. « L'Homme & la Société ». Harmattan| , 159 - 172 .
- Friedrich, S. Ursula W. (2008). Money laundering: some facts. *European Journal of Law and Economics*, 48 (1),387-404.
- Gilles, F.G. Thierry G. & Pierre L. (2007). Les sentinelles bancaires de l'anti-blanchiment. Acteurs privés et policing économique. *Sociologie du Travail*, France, Paris, 10-27 .
- Graham , S. (2015). Money laundering in Ukraine. *Journal of Money Laundering Control*, 18(3) , 382 – 394.
- Guerino, A.Carmelo, P. Massimiliano, P. Friedrich, S & Gilberto,T. (2014). Money Laundering as a Crime in the Financial Sector a New Approach to

- Quantitative Assessment, with an Application to Italy, *Journal of Money, Credit and Banking*, 46(8), 1555-1590.
- Hasnaoui, R. Ktit, J. (2015). Effects of Corruption on Growth and Development of the Moroccan Economy, *Journal of Economics and Finance*, 6(2), 70-81.
- Hibou, B. & Tozy, M. (2009). La lutte contre la corruption au Maroc ; vers une pluralisation des modes de gouvernement. Éditions juridiques associées, *Droit et Société*, (72), 339 à-357.
- Hamelin, N., Nwankwo, S., Gbadamosi, A. (2020), «Social marketing and the corruption conundrum in morocco», An exploratory analysis, *World Development*, 133(2), 1-14 .
- Hoinaru, R., Buda, D., Sorin, N. B., Viorela, L. V., Monica, V. A. (2020), The Impact of Corruption and Shadow Economy, *Economic and Sustainable Development*, (1), 2-27.
- Inês, S. O. (2019). Catch Me If You Can: or how policy networks help tackle the crime–terror nexus. *Global Crime*, 15(3), 219-240.
- Walker, J. (2021). How Big is Global Money Laundering. *Journal of Money Laundering Control*, 3(1), 25-37.
- Jamaliah, S. Erlane K. G. Normah, O. & Sharifah, N. S. Y. (2013). Money Laundering Prevention Measures among Commercial Banks in Malaysia. *International Journal of Business and Social Science*, 4(5), 227-235.
- OBAD, J. & OUTSEKI, J. (2021). Corruption et croissance économique dans les pays nord africains, *Revue Française d'Économie et de Gestion*, 2(3), 39-52.
- Killian, J. M., Peter, V. S. & Ingo, F. (2015). Modeling the money launderer: Microtheoretical arguments on anti-money laundering policy. *International Review of Law and Economics*, 43(C), 148–155.
- Nadim, K. S., Gianluca E. & Nadine S. (2012). The Incestuous Relationship Between Corruption and Money Laundering. *Revue internationale de droit pénal*, 83(1), 161 – 172.
- Raffael la Barone, Donato Masciandaro, Friedrich G. Schneider, 2019, Money Laundering and Corruption: Birds of a Feather Flock Together, *SSRN Electronic Journal*, PP 1-18.
- Philippen, Z., (2007). LA CARTE PARISIENNE DU BRUIT. LA FABRIQUE D'UN NOUVEL ÉNONCÉ DE POLITIQUE PUBLIQUE, « Politix », Cairn, (78), 157 -178 .

- SALHI , S. E. & Echouai, A. (2020). Les effets de la corruption et la composition sectorielle sur la structure des recettes fiscales au Maroc : Essai de Modélisation Macro- économétrique. *Revue Repères et Perspectives Économiques*, 4(2), 23-48 .
- Sergij, S.V. Oleksandr,N.K. Pavlo, S. P. Oleksii, M. S. & Dmytro, B. S.(2021).Formation of a new paradigm of anti-money laundering: The experience of Ukraine. *Problems and Perspectives in Management*, 19 (1), 354-363.
- Svetlana ,N. & Ivica, S. (2012). Role of banks as entity in the system for prevention of money laundering in the Macedonia .*Procedia - Social and Behavioral Sciences*, 44(3), 453-459.

- OULHAJ,B. & BOUALI, B. (2016).Les approches de la Gouvernance et de la Rationalité dans l'Élaboration de la Politique Publique Touristique au Maroc : Cas du Programme « MoussanadaSiyaha », *REVUE DES ETUDES MULTIDISCIPLINAIRES EN SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES*, 3(1), 1-25 .
- Knoepfel,P. & Varone F. (1999). Mesurer la performance publique : méfions-nous des terribles simplificateurs, *Politiques et management public*, 17(2), 123-145.

Rapports:

- L'OCDE, 2007, corruption dans les marchés publics, méthodes, acteurs et contremesures, 2007.
- OCDE, 2006, Rapport d'Organisation de coopération et de développement économique OCDE, La lutte contre la fraude et la corruption dans les marchés publics .
- INPPLC, 2020, Rapport annuelle de l'Instance Nationale de la Probité de la Prévention et de la lutte contre la Corruption « INPPLC » sur la situation de la corruption au Maroc Étude approfondie de l'indice de perception de corruption en 2020.
- INPPLC, 2011, Rapport de synthèse de l'Instance Centrale de Prévention de la Corruption en 2011 sur étude sur le phénomène de la corruption dans le secteur de la santé : Évaluation et Diagnostic.
- Rapport général sur le nouveau modèle de développement, 2021, (Libérer les énergies et restaurer la confiance pour accélérer la marche vers le progrès et la prospérité pour tous) qui a été publié par la commission spéciale sur le modèle de développement.
- OCDE , 2018, Renforcer l'Intégrité dans les secteurs de l'énergie, de la santé et du transport : Rapport de l'OCDE sur le Maroc, juin 2018.

L'OCDE, 2007, corruption dans les marchés publics, méthodes, acteurs et contremesures.